

Voici dans quel esprit j'amène cette question sur le tapis. Le but de la conservation de nos ressources naturelles c'est la mise en valeur de ces mêmes ressources. Nous constatons qu'en ce moment notre industrie forestière est très durement atteinte, pour plusieurs motifs. Je citerai en particulier la politique de restrictions au crédit, suivie par le gouvernement. Il y a évidemment d'autres raisons. Par exemple, la vente de nos produits sur les marchés d'exportation. Ainsi, nous assistons à la perte, dans une grande mesure, de notre marché intérieur et de notre marché d'exportation. Le seul résultat qu'on puisse en attendre c'est que le peuple de la province de la Colombie-Britannique va connaître une misère injuste provoquée par la politique financière qui a été adoptée par le gouvernement.

Je songe d'abord à la politique d'exportation. A cet égard, j'ai une coupure du *British Columbian* du 17 janvier 1957, intitulée: "De nombreux éléments défavorables frappent les ventes de la Colombie-Britannique". On y trouve les observations de M. H. A. Renwick, président de la *British Columbia Lumber Manufacturers' Association*, qui aurait dit ce qui suit:

Parlant d'abord du marché du Royaume-Uni, M. Renwick a dit ceci:

"Au cours des dernières années, les scieries de la côte de la Colombie-Britannique ont exporté environ 25 p. 100 de leurs produits vers le Royaume-Uni.

Jusqu'à ces derniers temps, 30 p. 100 de la consommation de tout le bois tendre au Royaume-Uni servait à fabriquer des caisses de bois.

Les succédanés du bois y pénètrent à grand pas dans le commerce des emballages, comme ils le font sur notre continent depuis 20 ans.

Nous ne devons pas relâcher notre vigilance un seul instant quant à l'utilisation définitive de notre bois de sciage. Des succédanés de grande qualité gagnent du terrain chaque année."

C'est un aspect qui devrait naturellement être pris en main par la commission de recherches. Le gouvernement en tant que tel, en collaboration avec l'industrie de ma province et des autres provinces qui ont une industrie du bois, aussi bien qu'avec les provinces elles-mêmes, devrait trouver le moyen de maintenir cette production au niveau le plus élevé que nous ayons connu ces dernières années afin d'éviter le chômage aux gens de ma région et à ceux d'autres régions forestières du pays. L'article continue en ces termes:

Il est difficile de prévoir quels seront les besoins du Royaume-Uni. Il n'est pas nécessaire de s'appesantir sur les conséquences de la pénurie de dollars. M. Harold Macmillan, à l'époque chancelier de l'Échiquier et maintenant premier ministre, a annoncé au début de décembre que les réserves d'or et de dollars du Royaume-Uni avaient baissé de 279 millions de dollars au cours du mois précédent et qu'il fallait prendre certaines mesures radicales pour maintenir la livre à son présent niveau...

A l'heure actuelle, nous faisons surtout concurrence aux fournisseurs habituels de la Grande-Bretagne,—la Suède, la Finlande et la Russie,—qui se servent, pour leurs échanges de la livre sterling. Toute grave dévaluation de la livre nous fermerait en quelque sorte le marché britannique.

Notre groupe, à l'occasion, a demandé qu'on accepte plus volontiers les paiements en sterling afin de faciliter les choses à la Grande-Bretagne, même s'il nous fallait attendre longtemps avant d'être payés en dollars. Nous avons certes le devoir de procurer du travail non pas à la population du Royaume-Uni, mais à nos propres concitoyens. A quoi serviront les mesures de conservation si nous n'exploitons pas nos ressources forestières? Évidemment, le but ultime est de procurer du travail. Peu nous importe de conserver notre bois si nous ne savons qu'en faire. Les autres buts ne viennent nécessairement qu'en deuxième lieu. Nous en sommes au stade de la mise en valeur. En même temps, nous cherchons à conserver nos richesses afin d'en maintenir le rendement. Nous constatons aujourd'hui qu'un marché étranger que nous avons conquis durant les années de guerre est en voie de nous échapper parce que nous n'acceptons pas de livres sterling en échange de nos denrées ou parce que nous ne mettons pas de dollars à la disposition de nos clients.

Le 8 février la *Province* de Vancouver a publié un très intéressant article sur le marché national et le programme de restrictions au crédit. A ce sujet, j'appelle l'attention du ministre sur un article paru aujourd'hui même dans le *Citizen* d'Ottawa. On y déclare que le nombre des maisons mises en chantier en janvier représente moins de la moitié du nombre correspondant de l'an dernier. Sans aucun doute le ministre le sait. Voilà quelles en sont les répercussions sur l'industrie. Il y a une semaine ou deux, dans ma ville, il y avait plus de 10,000 chômeurs. Jamais dans toute l'histoire de la ville n'y en a-t-il eu autant. Je sais fort bien que l'hiver a été dur, ce qui rend la construction un peu plus difficile, mais là n'est pas la principale explication de ce chômage.

Le numéro du 8 février de la *Province* de Vancouver publie certaines observations de M. Doug Collins, reporter qui a pris une semaine de congé pour faire une tournée dans la ville et se rendre compte par lui-même de la situation. Il a écrit que d'ici quelques mois, la moitié des 1,450 entrepreneurs en construction de la partie sud continentale auront cessé toute activité. La situation est vraiment alarmante si la moitié des 1,450 entrepreneurs de la ville s'attendent de n'avoir plus rien à faire d'ici quelques mois. M. Collins a aussi constaté que les hypothèques consenties sous le régime de la loi